



CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSITIONS 2023-2025

HAUTE GIRONDE



V. du 16 08 2022



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La Région Nouvelle-Aquitaine, avec sa politique contractuelle territoriale, entend renforcer les atouts des territoires qui la composent pour soutenir leur attractivité et la résilience de leur modèle de développement. Plus grande région de France, caractérisée par une économie dynamique comme par de forts contrastes territoriaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, avec la contractualisation, mène une politique volontariste d'aménagement du territoire favorisant la cohésion et les liens urbain-rural.

La première génération de contrats de territoires, mobilisant les collectivités et les acteurs territoriaux dans la co-construction de stratégies territoriales avec la Région, a permis d'accompagner nombre de projets vecteurs de développement économique, d'emplois et de services de proximité dans les territoires.

Forte des orientations du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et de la feuille de route Néo Terra, la Région Nouvelle-Aquitaine construit une action territoriale renouvelée facilitant la mise en place d'orientations stratégiques partagées pour répondre aux enjeux posés par les crises climatiques, environnementales, sanitaires et sociales, et accélérer les projets porteurs de transitions. Cette action s'appuie également sur le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui comporte des orientations territoriales dans une stratégie globale pour le développement économique.

Il s'agit désormais de poursuivre l'action régionale dans un référentiel stable, en s'appuyant sur les points forts qui ont marqué sa réussite : maillage territorial adapté, valorisation des atouts de tous les territoires, soutien renforcé aux territoires les plus vulnérables, visibilité de l'action régionale, tout en visant de nouvelles ambitions : appui à des modèles de développement plus résilients, soutien renforcé aux projets portés par les acteurs de la ruralité, et renforcement des coopérations territoriales.

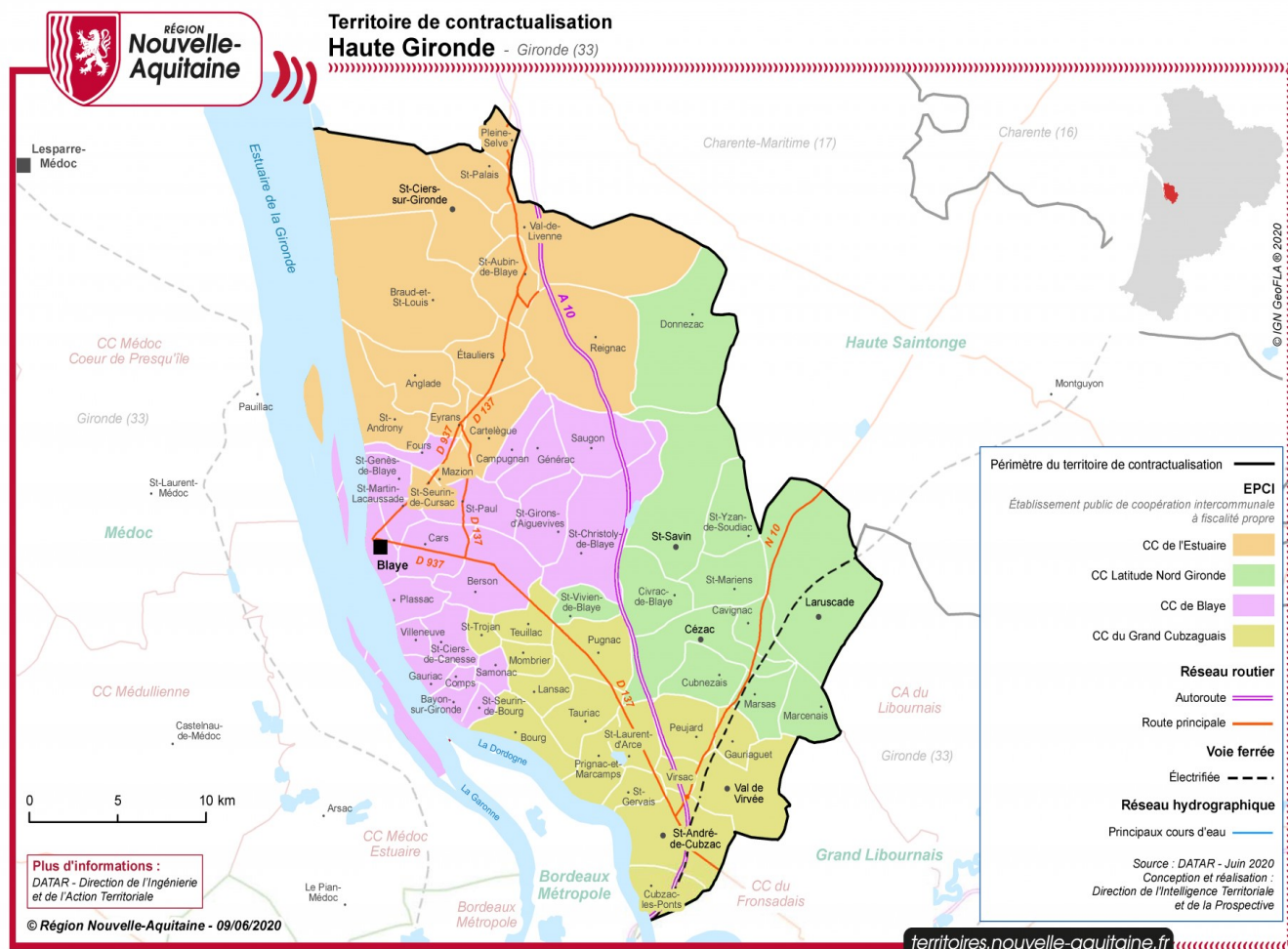
Le dialogue territorial est construit autour du **Contrat de développement et de transitions** : centré sur une stratégie territoriale partagée issue des projets de territoire et des analyses fournies par la Région, il vise à l'accélération de projets de développement répondant à des enjeux de transition et d'attractivité pour la période 2023-2025. Pour les territoires les plus vulnérables sur le plan socio-économique, sa mise en œuvre est facilitée par le soutien régional à l'ingénierie, garant de l'émergence, la détection et l'accompagnement des projets innovants ou coopératifs s'inscrivant au mieux dans les orientations régionales.

Les contrats de développement et de transitions sont articulés avec les fonds européens dont la Région est autorité de gestion, et avec les CPER et CPIER 2021-2027.

La Région met en place un accompagnement de proximité fondé sur un binôme conseiller régional référent de territoire – chargé de mission territoriale, appuyé par un ingénieur CADET pour les territoires en retournement économique. Ce réseau de proximité au sein de la DATAR mobilise l'ensemble des services experts de la Région pour offrir aux territoires des solutions adaptées à leurs enjeux, et utilise un cadre d'intervention dédié à des interventions sur-mesure ou visant à l'attractivité du territoire. Il anime le réseau des développeurs territoriaux à l'échelle régionale dans le but de renforcer leur expertise et la coopération, gages d'un développement structuré et cohérent.

Article 1 : PRESENTATION DU TERRITOIRE DE CONTRACTUALISATION

1-1 Présentation du territoire de contractualisation



Données générales :

62 communes – 90 945 habitants (INSEE au 1er janvier 2022)

4 intercommunalités :

Communauté de communes de Latitude Nord Gironde : 20 170 hab., 12 communes

Communauté de communes de Blaye : 20 035 hab., 20 communes

Communauté de communes de l'Estuaire : 15 812 hab., 14 communes

Communauté de communes du Grand Cubzaguais: 34 920 hab., 16 communes

Seule la Communauté de communes de l'Estuaire est classée en vulnérabilité forte, les Communautés de communes de Blaye et de Latitude Nord Gironde en vulnérabilité intermédiaire.

Le territoire de 62 communes est composé de 56 communes peu denses ou très peu denses, considérées comme « rurales » qui regroupent 74 % des habitants et de 6 Communes denses, considérées comme « urbaines » que sont *Blaye*, *Cubzac les Ponts*, *Saint André de Cubzac*, *Saint gervais*, *Saint Martin Lacaussade*, *Virzac*.

1-2 Stratégie territoriale de développement

En s'appuyant sur une lecture partagée des enjeux (annexe 1), le Territoire et la Région s'accordent pour retenir la stratégie partagée suivante déclinée en axes stratégiques :

- AXE 1 – TRANSITION : Agir pour tendre vers un modèle de développement plus durable
La forte influence métropolitaine notamment en matière d'emploi engendre des problèmes de congestion pour les habitants de la Haute Gironde et induit des coûts sociaux et environnementaux importants. La première préoccupation du territoire est de déployer un ensemble de solutions de mobilités durables pour réduire les temps de trajet et rendre accessibles ces solutions aux habitants. En dehors du champ de la mobilité, un ensemble d'initiatives tendent à engager le territoire dans un mode de développement plus durable. Il s'agit de la relocalisation de l'économie alimentaire, de la structuration de l'économie circulaire ou encore du soutien à la production d'énergie renouvelable dans un environnement préservé.

Cet axe s'articule autour des points suivants :

- 1.1 Développer et expérimenter un projet de mobilité qui vise à réduire les temps de parcours et être plus inclusif
- 1.2 Développer les projets de transitions écologiques et énergétiques
- 1.3 Faire de l'économie circulaire un levier de développement
- 1.4 Soutenir une alimentation locale

- AXE 2 – ACCUEIL DE POPULATIONS ET ATTRACTIVITE : Développer l'attractivité et le rayonnement du territoire par une stratégie intégrée d'offre et d'accueil autour de l'économie résidentielle et touristique.

La Haute Gironde est un territoire en pleine mutation au regard de son attractivité résidentielle. Si la proximité métropolitaine est l'une des raisons de son attractivité, les modalités de développement du territoire se caractérisent par une faible propension à consommer localement. Pour limiter l'évasion commerciale et lutter contre la dévitalisation, le territoire souhaite investir dans une politique intégrée de soutien aux centralités. Afin d'agir sur le levier touristique, les acteurs locaux se structurent autour de la démarche Blaye Bourg Terres d'Estuaire afin de stimuler la découverte du territoire par l'itinérance.

Cet axe s'articule autour des points suivants :

- 2.2 Découvrir le territoire par l'itinérance
- 2.3 Développer les services vecteurs d'attractivité et de cohésion
- 2.4 Renforcement des centralités structurantes notamment sur le commerce et l'artisanat

- Axe 3 – ECONOMIE DURABLE : Investir dans la dynamique du tissu productif et son écosystème local en faveur de l'emploi.

Le territoire enregistre une dynamique économique positive notamment avec un solide tissu productif exportateur (nucléaire, viticulture...) et un taux de création d'entreprises important. Si la dynamique économique est positive, la situation sociale du territoire reste préoccupante (chômage, pauvreté, niveau de qualification...). La Haute Gironde veut accompagner le développement économique tout en fluidifiant le marché du travail local et la formation, tous deux vecteurs d'insertion pour ses habitants. Pour ce faire, trois leviers seront explorés : le parcours résidentiel des entreprises, l'animation territoriale dont la structuration de filières locales, mais aussi l'investissement dans l'appareil de formation et la relation aux entreprises pour faciliter le recrutement.

Cet axe s'articule autour des points suivants :

- 3.1 Accompagner le parcours résidentiel des entreprises et des entrepreneurs
- 3.2 Consolider l'écosystème local et la structuration des « filières locales »
- 3.3 Renforcer l'appareil de formation du territoire et sa capacité d'ingénierie pour faciliter la mise en lien emploi-formation-entreprise

- Axe 4 – JEUNESSE : Conduire une politique jeunesse innovante

Le territoire est jeune .La part des jeunes des moins de 30 ans sur le territoire est d'un peu moins de 35% (contre 32% en région).

Celle des 60 ans et plus représente un quart de la population (30,5% en région)

L'indice de vieillissement est faible, les 65 ans et plus représente 72% des moins de 20 ans.

La population de la Haute Gironde augmente et se compose d'une part importante de jeunes. En tant que population dont la part augmente, la population des jeunes doit être ciblée et ses besoins pris en compte de manière intégrée et lisible pour entretenir le dynamisme du territoire et ainsi :

- favoriser des dynamiques autour du lien social, de l'enrichissement culturel et sportif pour développer un mode de vie attractif, vivant et animé,
- donner envie de rester, venir ou revenir

Pour prendre en compte les besoins des jeunes et favoriser des dynamiques autour du lien social, de l'enrichissement culturel et sportif, le territoire de la Haute Gironde souhaite :

4.1 Promouvoir et développer la création et la diffusion culturelle, améliorer les équipements structurants culturels et sportifs

Il s'agit de développer la dynamique associative et culturelle au plus près des habitants et de disposer d'une offre d'équipements culturels et sportifs afin de répondre aux attentes des jeunes et des nouveaux habitants.

4.2 Faciliter la cohésion sociale et citoyenneté et offrir toutes les chances aux jeunes.

Les actions éducatives et citoyennes en partenariat avec les écoles, les collèges et lycées, les collectivités et les associations seront encouragées.

Dans le cadre des contrats de territoire et de ses compétences, la Région entend soutenir les projets issus des ruralités permettant de renforcer les dynamiques de développement, de transition et d'innovation en milieu rural. Les thématiques comme l'accès aux services essentiels, l'agriculture, la transition écologique et énergétique, la santé, l'éducation, l'emploi et l'activité économique, les mobilités, le logement, méritent un investissement collectif dans lequel la Région se doit d'être présente. Ces projets construits dans une logique de pertinence de réponse aux besoins et dans une cohérence d'action territoriale bénéficieront d'un soutien régional dans le cadre du contrat de territoire.

En outre, le Territoire et la Région s'accordent pour viser, au terme de la période de contractualisation, **un objectif de taux d'engagement des aides régionales de 50% en faveur des communes rurales** correspondant aux communes peu denses et très peu denses selon la nouvelle définition INSEE / Eurostat (annexe 3).

Article 2 : OBJET DU CONTRAT

Le présent **Contrat de développement et de transitions du territoire de Haute Gironde** a pour objet de préciser les modalités du partenariat entre la Région et les EPCI le composant, en vue notamment de la mise en œuvre du programme **d'actions pluriannuel** (annexe 2) que le territoire de projet souhaite mettre en œuvre sur la période de contractualisation avec l'appui de la Région Nouvelle-Aquitaine.

L'appui régional concerne :

- le **programme d'actions pluriannuel du territoire**, relevant des domaines de compétences régionales (annexe 2) ;
- **l'ingénierie du territoire**. La mobilisation d'une ingénierie performante est indispensable pour favoriser le développement des territoires. L'enjeu est de recréer, sur les territoires fragiles, de la valeur ajoutée par le développement de l'innovation, des compétences et de l'entrepreneuriat.

Le présent contrat constitue le cadre de mise en cohérence, sur le territoire de projet, des politiques sectorielles de la Région. A ce titre, il tient compte des actions contractualisées dans le cadre des différentes stratégies sectorielles de la Région ainsi que **les actions conduites par la Région dans ses domaines de compétences comme l'éducation, la mobilité, la formation professionnelle, ou de la feuille de route Néo Terra en matière d'aménagement équilibré et durable des territoires** sur le territoire du PETR du Cœur Entre-deux-Mers et qui ont impact direct sur son développement.

Le présent document et ses annexes constituent les pièces contractuelles.

Article 3 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Il pourra cependant être reconduit pour l'année 2026. L'année 2026 sera consacrée à la préparation d'un nouveau contrat de territoire.

Les opérations du territoire retenues dans le contrat (annexe 2) devront faire l'objet d'un engagement financier de la Région avant la fin du contrat et d'un début d'exécution, au plus tard, dans l'année qui suit la décision d'intervention.

Article 4 : GOUVERNANCE DU CONTRAT

Le pilotage du présent contrat est assuré par un comité co-animé par la Région (le Président ou son représentant) et le territoire de projet. Ce comité est mis en place dès la signature du contrat et se réunit au moins une fois par an, et en tant que de besoin selon les demandes de l'une ou l'autre des parties. Le comité de pilotage est élargi à des acteurs clés du territoire, en lien avec les enjeux définis.

L'enjeu est d'instaurer un dialogue permanent entre le territoire, ses acteurs et la collectivité régionale pour, en particulier, conduire des revues de projets, assurer le suivi et l'évaluation relative à l'exécution du programme, veiller à la cohérence des diverses contractualisations qui peuvent concerner le territoire de projet afin de mieux les articuler, ce qui pourra amener à élargir sa composition.

Article 5 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS

Le plan d'actions pluriannuel du territoire présenté en annexe fera l'objet d'une actualisation par le Comité de pilotage pour traduire l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie territoriale.

Toute action financée relevant de la stratégie territoriale sera inscrite dans le plan d'actions pluriannuel qui sera complété et amendé au fur et à mesure de la mise en œuvre de la stratégie territoriale.

Pour chaque action, il appartiendra au maître d'ouvrage concerné d'adresser un dossier de demande de subvention aux services concernés de la Région.

Les décisions de financement des actions retenues seront prises, après instruction par les services régionaux, par la Commission permanente de la Région Nouvelle-Aquitaine, conformément aux procédures et règlements d'intervention sectoriels en vigueur et sous réserve des disponibilités financières.

Article 6 : ARTICULATION AVEC LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE

Dans un objectif de cohérence et de proximité avec les territoires, la Région a défini le périmètre du Contrat de développement et de transitions comme étant celui du Contrat opérationnel de mobilité (COM). Celui-ci sera élaboré, sous le pilotage de la Région, à compter de 2023 en partenariat avec le Territoire, Nouvelle-Aquitaine Mobilités et les autres acteurs prévus par le Code des Transports.

Le Contrat de développement et de transitions pourra prévoir des orientations stratégiques répondant à des enjeux en matière de mobilités, et identifier dans son plan d'actions des projets relevant de la mise en œuvre de la stratégie.

Le Contrat opérationnel de mobilité sera constitué d'un diagnostic dédié, prévoira les réponses locales aux enjeux de mobilités ressortant du Contrat de développement et de transitions, et permettra de définir, pour les EPCI éligibles, les modalités de mise en œuvre de services de mobilité locale telles que prévues par la délibération 2020.2291.SP du Conseil régional.

Article 7 : COMMUNICATION

Le Territoire de projet et les bénéficiaires s'engagent à assurer la publicité de la participation financière régionale pour chacune des opérations soutenues au titre de la mise en œuvre du contrat.

Les modalités de communication seront définies pour chaque opération dans le cadre de la convention d'application financière idoine.

Le Territoire de projet s'engage également à informer régulièrement les habitants de son territoire via leurs supports d'informations (bulletins, site internet, réseaux sociaux...) des grands projets et des principales actions de la Région (TER, Très haut débit, festivals...) dont les informations seront fournies par la Région.

Enfin, les actions de marketing territorial soutenues par la Région devront s'inscrire en cohérence avec la communication régionale et associer les services concernés.

Article 8 : EVALUATION ET BILAN DU CONTRAT

Des modalités de suivi et d'évaluation seront co-construites par le Territoire et la Région afin de pouvoir mesurer l'efficacité des actions conduites. Des références qualitatives et quantitatives sont définies en lien avec la définition de la stratégie territoriale.

Sur cette base, il sera conduit un bilan final, tant qualitatif que quantitatif, en 2026 pour la période 2023-2025. L'ensemble alimentera les évaluations au niveau régional et participera du processus d'amélioration des politiques publiques.

Le travail afférent à ce bilan sera à la charge des services de la Région pour les actions conduites directement par la collectivité au bénéfice du Territoire, et au Territoire de projet pour les opérations conduites par des maîtres d'ouvrages locaux.

Article 9 : MODIFICATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où des changements seraient apportés au statut juridique des signataires de la présente convention, la nouvelle entité juridique sera substituée de plein droit à l'ancienne structure signataire. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la nouvelle entité juridique.

Article 10 : RESILIATION ET LITIGES

En cas de non respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par la partie la plus diligente, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi par cette dernière à la partie défaillante, d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé réception valant mise en demeure.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans le délai de trois mois à compter de l'envoi par la partie la plus diligente des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal administratif de Bordeaux de l'objet de leurs litiges.

Fait en 5 exemplaires

Fait en 5 exemplaires

A, le

Le Président
du Conseil Régional de Nouvelle-
Aquitaine,

Alain ROUSSET

A, le

Le Président
de la Communauté de Communes de
Latitude Nord Gironde,

Eric HAPPERT

A, le

Le Président
de la Communauté de
Communes de Blaye,

Denis BALDES

A, le

Le Président
de la Communauté de Communes
de l'Estuaire,

Lydia HERAUD

A, le

Le président
de la Communauté de Communes du
Grand Cubzaguais,

Valérie GUINAUDIE

Liste des annexes

Annexe 1 : Note d'enjeux

Annexe 2 : Plan d'actions pluriannuel du territoire

Annexe 3 : Liste des communes urbaines / rurales (définition INSEE / Eurostat)